

LE CANADA

EDITION QUOTIDIENNE

Publié par la Cie. d'Imp. d'Ottawa.

OSCAR McDONELL, Directeur.

9ème ANNEE, No. 245.

OTTAWA, LUNDI 6 FÉVRIER 1888.

LE NUMERO : 2 CENTS.

LE CANADA

FONDÉ EN 1879

Prix de l'abonnement

EDITION QUOTIDIENNE

Un an, pour la ville.....\$4.00

en dehors de la ville.....3.00

EDITION HEBDOMADAIRE

Un an.....\$1.00

Invariablement payable d'avance.

Toutes lettres, correspondances etc. etc. doivent être adressées à

OSCAR McDONELL

OTTAWA, ONT.

BUREAUX ET ATELIERS

115 rue St. Patrice

414 et 416 rue Sussex.

LE CANADA

Ottawa, 6 Fév. 1888

C'est jeudi qu'a lieu à Québec la grande

démonstration conservatrice, dont nous

avons déjà parlé.

Nos remerciements à qui de droit pour

l'envoi de la "Revue Canadienne," livrai-

son de janvier, et aussi de plusieurs rap-

ports et documents imprimés par ordre de

la législature de Toronto.

Le banquet en l'honneur de Sir Adolphe

Caron aura lieu samedi prochain. L'or-

ganisation promet un brillant succès.

Plus de quatre cents souscripteurs sont

déjà sur la liste.

"La Gazette de Montréal" contredit la

rumour que l'honorable M. Starnes, con-

seiller législatif, soit sur le point d'aban-

donner cette position.

La majorité de M. Dickison, dans le

comité de Carleton, est de 573.

M. Purcell, dont l'élection a été annulée,

et qui a été en plus déqualifié, a comparu

devant la cour de Cornwall, samedi der-

nier, avec deux de ses partisans. M. Purcell

a obtenu un sursis de la procédure en

attendant que la cour suprême ait statué

sur son appel pour faire annuler le juge-

ment en première instance contre lui et ses

agents.

L'ajournement obtenu s'étend jusqu'au

18 mars.

L'emprunt de \$225,000 recommandé par

le comité des finances, vendi-t-il dernier,

sera employé, s'il est auto-risé par la cité,

à payer la dette flottante, qui se monte à

\$165,000, et non à \$51,000, comme nous le

disions samedi. Cette dette se trouve paie-

ellement en 6 et 7 pour cent d'intérêt, et

l'on pourra emprunter, aujourd'hui, à 4

pour cent, si l'on est un têt sot peu

adroit.

La balance, \$62,000, serait employée à

des améliorations.

Un singulier débat est soulevé par le

comité des règlements de la cité. Ce comité

a d'abord passé un règlement, autori-ant

une compagnie du gaz, dite Capital Gas

Company, à poser des tuyaux dans les rues

pour l'introduction du gaz naturel, que l'on

veut faire venir de la "Mer bleue", endroit

situé à quelques milles de la cité.

Puis, le même comité a préparé un autre

règlement pour accorder à la même autori-

té à une compagnie rivale, dite "Citizens

Gas Company."

Les deux compagnies ont le même but.

Elles se proposent non-seulement de four-

rir du luminage, mais aussi de ramasser

le charbon et le bois de chauffage.

La première de ces compagnies a deux

ans pour exécuter son projet, et elle insiste

pour que sa rivale soit mise de côté. Celle-

ci, prétend, de son côté, qu'elle a les fonds

nécessaires pour mener à bonne fin son

entreprise, et elle soutient que le conseil

n'a pas le droit d'accorder aucun droit ex-

clusif à sa rivale.

Il nous semble qu'il ne faudra pas au

conseil la sagesse de se laisser pourtran-

cher la question.

Il n'a qu'à s'assurer si les deux com-

panies ont les moyens voulus à leur dispo-

sition. Si elles ont ces moyens, c'est de les

traiter sur un pied d'égalité.

CONTESTATION DU COMTÉ D'OTTAWA.

Les preuves dans la contestation

de l'élection de M. Rochon sont de

plus en plus nombreuses.

La corruption de Lapraire sera

pour le moins égale par celle faite

dans le comté d'Ottawa.

Les morts et les absents qui ont

été votés se comptent par centaines dans

Hull, seulement.

Pas plus tard que ces jours-ci,

deux témoins sont venus déclarer

qu'ils avaient des cas de corruption

personnelle contre M. Rochon et

quelques-uns de ses amis.

Nous n'entretenons aucun doute

que M. Rochon sera déqualifié et

avec lui plusieurs de ses amis.

A CESAR CE QUI EST A CESAR

Sous ce titre "La Patrie" réclame

pour ses chefs le mérite de la construc-

tion de l'embranchement du

Sault Ste Marie, l'une des plus im-

portantes améliorations pour notre

commerce de l'ouest.

Ce n'est pas, dit "La Patrie" une

idée tory, mais une idée, qui est

due à l'honorable M. Mackenzie.

Ce dernier, ajoute "La Patrie",

voulait cet embranchement pour

éviter la construction de cette par-

tie du chemin du Pacifique, aussi

costive qu'improductive, du nord

du lac Supérieur.

M. Mackenzie prétendait que la

connection du Sault Ste Marie avec

les lignes américaines, pour l'hiver,

et l'usage des voies aquatiques ar-

riant à Port Arthur pour l'été, per-

mettraient d'éviter, pour de longues

années encore, les frais de la construc-

tion de la ligne Nord du Lac

Supérieur, au moins jusqu'à ce que

le trafic fût devenu trop fort.

Et M. Mackenzie raisonnait avec

justesse, dit "La Patrie."

Non, confrère, M. Mackenzie ne

raisonnait pas juste.

Il s'agissait, avant tout, de cons-

tituer une route nationale sur la

territoire canadien, et la ligne

Nord du lac Supérieur, loin d'être

improductive, nous a déjà prouvé

sa nécessité, lors des troubles de

1885 dans le Nord-Ouest. C'est par

cette route que nous avons expédié

nos soldats pour réprimer la deuxi-

ème rébellion de Riel, de ce misé-
rable, comme l'appelait alors "La Pa-

trie."

"La Patrie" cite un autre exemple

pour faire ressortir les larges vues de

ses chefs. Elle nous parle de leur

opposition à l'intercolonial, et de

leur proposition de construire à la

place de ce chemin une ligne plus

directe et moins coûteuse, remon-

tant à la rivière St Jean et traversant

l'Etat du Maine, comme la ligne

courte que l'on construit actuelle-

ment.

L'erreur de "La Patrie" est la

même ici que pour l'embranchement

du Sault.

Ce qui inspira les conservateurs

dans la construction de l'intercolo-

niale, ce fut encore l'esprit national.

Ils voulaient d'abord une route in-

terprovinciale, exclusivement sur

le territoire canadien, et ils la vou-

laient aussi éloignée que possible

de la frontière.

C'était une route stratégique en

cas de guerre.

Les chefs libéraux, qui entendent

le patriotisme d'une autre manière,

voulaient de suite une route, qui

nous eût mis à la merci de nos voi-

sins dans une guerre.

Aujourd'hui, la ligne courte par

l'Etat du Maine n'offre plus le même

danger, grâce à l'intercolonial.

Mais nous prenons acte, en pas-

sant, de l'aveu que vient de faire

"La Patrie" sans s'en apercevoir.

Elle nous dit que ses chefs avaient

proposé la route de l'Etat du

Maine à la place de la construction

de l'intercolonial.

Pourquoi donc "La Patrie" et ses

confères rouges ont-ils tant crié

contre la présente ligne courte ?

Le fait qui se dégage de la politi-

que respective des conservateurs et

des libéraux, c'est que les con-

servateurs ont travaillé pour

notre autonomie, tandis que les se-

conds n'ont eu en vue que notre an-

nexion aux Etats-Unis, dans la

construction des lignes de chemins

de fer attaquées par "La Patrie."

LA NOUVELLE BATISSE DEPARTEMENTALE DE LA RUE WELLINGTON

En passant sur la rue Wellin-

gton, on ne peut se lasser d'admirer

le superbe édifice nouveau, qui sera

biens tôt ouvert à deux ou trois dé-

partements, au revenu de l'intérieur,

à l'agriculture et aux patentes, si

nous sommes bien informé.

Ce sera le deuxième annexe aux

édifices parlementaires, construits

depuis treize ans. Le premier est

un bloc, qui attire le regard, à

l'ouest, par une immense tour, que

le peuple d'ici appelle la tour-Mac-

kenzie. Ce bloc, par sa pierre et

son architecture, ressemble aux trois

édifices occupés actuellement par

les départements, la chambre des

communes, le sénat et les divers

bureaux de ces deux chambres.

Ce dernier annexe fut commé-

ncé en 1875 par le gou-

vernement Mackenzie et achevé

par ce gouvernement. Il ne manque

pas d'élegance, mais il est regretta-

ble que le gouvernement Mackenzie,

mû par le sentiment d'une fausse

économie, ait choisi un aussi mau-

vais site.

Ce n'était pas nécessaire, vrai-

ment, de dépenser tant d'argent pour

construire une bâtisse, qui se trouve

cachée derrière le bloc principal,

que nous appelons le bloc-ouest.

Ordinairement, les gens sensés ne

construisent pas des maisons, d'un

demi million de piastres, de manière

à ce qu'elles ne soient pas vues.

Si l'ex-primier ministre Macken-

zie a visé l'économie, dans cette

circonstance, on reconnaîtra que

c'est une économie qui coûte trop

cher.

On ne pourra adresser le même

reproche à Sir Hector Langevin,

qui, en sa qualité de ministre des

travaux publics, a fait construire

le nouveau bloc de la rue Wellin-

gton.

Cette fois, on a pour son argent,

et l'effort que l'on a voulu produire

n'est pas manqué. Le bloc de la

rue Wellington est un monument

aussi en vue et plus élégant encore

que ses trois devanciers sur le site

principal du parlement.

Il est en pierre de sable

du Canada. C'est dire qu'il of-

frira à notre climat une résistance

plus forte que la pierre de l'Ohio,

employée pour certains ornements

des autres blocs. Nous n'ent-

prendrons pas aujourd'hui une

description détaillée de ce superbe

édifice, dû au goût de notre mini-

stre des travaux publics et de notre

habile entrepreneur, M. Charlie

bois, mais nous risquerons une

petite observation, qui ne man-

quera peut-être pas d'être d'ac-

cord.

Nous voyons dès maintenant ce

que seront les châssis par les ca-

drés qui sont posés. Ces cadres

nous donneront des croisées de

quatre carreaux. Cette division

fera, à notre avis, paraître les châ-

ssis trop petits pour le corps de l'é-

difice.

Ne serait-il pas préférable de di-

viser ces ouvertures en deux parties

seulement, et de n'avoir que deux

grandes vitres au lieu de quatre

petites ? Il s'agit, toutefois, d'une

question de goût, et nous ne voudrions

pas dire que nous avons en archi-

tecture un coup d'œil supérieur à

celui, qui a fait adopter le plan

adopté; mais les meilleurs architec-

tes ne pensent jamais à tout, et ils

savent grâces au premier venu, qui